

Perspectives

Christophe Degryse

En 2009, nous pourrions garder les yeux rivés sur les « chiffres de la catastrophe » économique et sociale provoquée par la crise financière de l'automne 2008. Nous pourrions aussi les fixer sur les potentialités de cette crise, qui vient s'ajouter aux défis climatiques, et découvrir qu'en quelques semaines à peine, celle-ci a ouvert des débats que la plupart des progressistes pensaient définitivement clos. Dans les lignes qui suivent, nous proposons successivement ces deux regards.

Dans l'*International Herald Tribune* du 26 novembre 2008, un dessin de presse de Chappatte illustre mieux qu'un long discours les perspectives actuelles. Sur fond de Bourses et de banques en ruine, on y voit un responsable politique européen, accompagné d'un américain et d'un asiatique, tenant en main le texte d'un discours intitulé « Dette publique », et proclamant : « Nous tenons à remercier nos petits-enfants, sans qui ces plans de sauvetage ne seraient pas possibles ». Si l'on ajoute au coût budgétaire du renflouement des banques, d'une partie de l'industrie et de la relance économique, celui de l'adaptation à la lutte contre le dérèglement climatique, force est d'admettre qu'en termes de perspectives, l'héritage que laisse ce modèle économique à nos enfants est extrêmement lourd. Pour reprendre l'expression du psychosociologue allemand Harald Welzer, cette manière d'obérer l'avenir des générations futures est une « colonisation de l'avenir »¹, qui se paiera en termes de solidarité entre générations. Nous pillons les ressources du futur pour les erreurs des trente années passées.

Si l'héritage est lourd, il est aussi incertain. Car ce qui frappe est à la fois la perte de confiance dans les élites (Edelman, 2009 Trust

1. Welzer H., « Crise : le choc est à venir » (texte traduit en français dans *Le Monde* du 8 février 2009).

Barometer)², et l'impression d'une perte de contrôle du système économique par ces mêmes élites. Le quatrième round de la crise – après celui de la finance, de l'économie, et du social – risque donc d'être politique. Au début 2009, un éventail de mesures protectionnistes se déploie : isolationnisme financier, support public aux industries nationales, appels à maintenir sur le territoire les investissements et les usines, dévaluations compétitives, incitation à « acheter espagnol » et à « donner les emplois britanniques aux travailleurs britanniques »... L'absence maintes fois dénoncée de gouvernance économique et de coordination des politiques dans la zone euro risque d'atteindre le cœur même de la construction européenne : le marché unique, voire la monnaie unique³. À la colonisation de l'avenir, faudra-t-il ajouter le chacun-pour-soi ? Comme l'a rappelé le Secrétaire général de la CES, M. John Monks, au Forum économique mondial de Davos : « Nous savons où mènent le protectionnisme et le nationalisme. L'Histoire nous l'a tristement montré. Est-ce cela que nous voulons ? Les réponses ne doivent pas être dispersées, mais intégrées »⁴. Ceux qui croient à la nécessité d'une coopération européenne pour faire face à la crise ne peuvent se satisfaire d'une réponse protectionniste. Mais la tentation protectionniste ne croît-elle pas dans le terreau d'une conception de plus en plus étriquée du marché unique comme lieu de compétition, de concurrence fiscale et de nivellement par le bas des normes sociales ? Cette tentation n'est-elle pas le reflet d'un projet européen réduit à sa plus simple expression ? « Au niveau européen, la réponse doit être européenne, poursuit M. John Monks. Or, où sont les propositions et les initiatives européennes ? ». Comme le note Daniel Cohen, refuser le protectionnisme ne signifie pas prôner le « libre-échange vulgaire »⁵. Dans l'organisation du commerce, il faut des normes sociales et environnementales pour tous. Rebâtir le marché intérieur ainsi que le

-
2. <http://www.edelman.com/trust/2009/> Rappelons que cette enquête est menée auprès des populations aisées ayant un haut niveau d'éducation de vingt pays dans cinq continents. Les résultats de l'enquête montrent à quel point la crise a miné la confiance des personnes interrogées dans les élites économiques. Aux États-Unis, seulement 38 % des personnes interrogées pensent que le monde des affaires prend les bonnes décisions et 17 % seulement croient les informations transmises par les dirigeants des entreprises. La confiance dans le milieu bancaire a chuté de 68 % en 2008 à 36 % en 2009 aux États-Unis, et de 41 % à 27 % dans les trois plus grands pays d'Europe occidentale.
 3. « Each to their own », *Financial Times*, 5 février 2009.
 4. « Davos : non au retour du protectionnisme des années 1930 », intervention de M. John Monks, Bruxelles, 29 janvier 2009.
 5. *Le Monde*, 7 février 2009.

commerce international sur la base de ces normes serait un premier progrès.

Mais l'héritage laissé à nos enfants ne s'arrête pas là. Dans son Rapport annuel sur les tendances mondiales de l'emploi⁶, le Bureau international du travail annonce que le chômage, le nombre de travailleurs pauvres et l'emploi vulnérable vont considérablement augmenter. Fin janvier 2009, ce rapport affirme que, par rapport à 2007, le nombre de chômeurs pourrait augmenter de 18 à 30 millions à travers le monde, et même de 51 millions dans le scénario le plus sombre. Le nombre de travailleurs pauvres – les personnes qui ne gagnent pas de quoi se hisser eux et leurs familles au-dessus du seuil de 2 \$ par personne et par jour – pourrait atteindre 1,4 milliard, soit près de 45 % de la population active mondiale ayant un emploi. Une conception erronée de l'économie basée sur des profits insensés et une confiance aveugle dans le marché finit donc par créer des dizaines de millions de chômeurs et de nouveaux pauvres. Au-delà du sauvetage à court terme de l'économie et des emplois, une réflexion et une action à long terme pour changer le sens, le contenu et l'orientation de cette économie sont donc indispensables. Ce serait un second progrès.

Au-delà des chiffres de la catastrophe, il faut constater une évolution jusqu'il y a peu impensable dans le débat politique. « Nationaliser les banques », « limiter les rémunérations patronales », « investir massivement dans des plans de relance » ne sont plus des blasphèmes faisant hurler les thuriféraires du *laisser-faire*. Ce sont des décisions prises en quelques semaines par un nouveau président des États-Unis et par certains États membres de l'UE. La crise ouvre, semble-t-il, une place inédite au débat. Après le règne sans partage de la pensée unique néolibérale, voici le retour de débats de société sans tabou. C'est l'occasion pour les progressistes et la gauche européenne d'impulser un autre modèle de développement économique, social et durable. On peut malheureusement s'interroger sur son état de préparation à une telle fenêtre d'opportunité, ainsi que sur la capacité politique et institutionnelle de l'UE – et, plus encore, sa volonté – de mener ce débat de fond.

6. BIT, *Global Employment Trends Report 2009*, 28 janvier 2009.

Pourtant, les objectifs d'un « autre » développement sont connus : ils recouvrent pour l'essentiel les Objectifs du millénaire pour le développement, définis dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies⁷. Il s'agit d'assurer à tous un niveau de sécurité économique et sociale, dans un cadre durable, via la coopération internationale (les paradigmes des marchés financiers en sont le négatif presque parfait !). Mettre ces objectifs au cœur d'un nouveau modèle de développement est le chantier auquel devraient désormais s'atteler les acteurs politiques, économiques et sociaux. Cela signifie passer en revue l'ensemble des politiques mises en œuvre, notamment au niveau européen, en fonction de ces objectifs.

Un tel chantier va bien au-delà des mesures en discussion pour sortir de la crise. « Continuer de déverser des milliards de dollars dans des infrastructures basées sur le carbone et le carburant fossile serait comme investir encore et encore dans les *subprime* »⁸. En effet, s'agit-il de sauver l'industrie automobile en l'engageant dans une voie légèrement plus verte, mais sans s'interroger sur la surproduction chronique de ce secteur ? Demain, mettra-t-on sur le marché plus de « voitures propres » qui iront s'aligner dans les embouteillages des grandes villes, ou faut-il radicalement mettre en question ce mode de transport ? Dans le domaine de la politique agricole, faut-il promouvoir des campagnes européennes en faveur des produits bio, pendant que l'on poursuit les subventions aux exportations dans les pays en développement, et que l'on y menace la sécurité alimentaire ? Faut-il sensibiliser le consommateur aux labels de qualité pendant que la grande distribution continue de multiplier les kilomètres parcourus par ses produits (le *made in monde*) sans y intégrer les coûts externes et en exploitant les sous-traitants⁹ ? Dans le domaine social, faut-il continuer à promouvoir la « responsabilité sociale des entreprises » et la flexicurité lorsque chaque semaine, depuis le début de 2009, ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui se perdent tandis que les bonus des dirigeants perdurent ? Faut-il se

-
7. Réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, préserver l'environnement, mettre en place un partenariat pour le développement.
 8. Ban Ki-moon, Al Gore, « Green growth is essential to any stimulus », *Financial Times*, 17 février 2009.
 9. Voir notamment la campagne Clean Clothes Campaign et, en particulier, le rapport « *Cashing In: Giant Retailers, Purchasing Practices, and Working Conditions in the Garment Industry* », février 2009.

.....

contenter d'améliorer la transparence et la régulation financière pendant que des investisseurs continuent de tirer profit d'actes prohibés par les conventions internationales (droit humanitaire, conventions de l'OIT, Déclaration universelle des droits de l'homme, convention sur la diversité biologique, etc.) ? En d'autres termes, faut-il opérer quelques changements à la marge des politiques, ou s'attaquer au cœur de celles-ci ?

Changer l'orientation et le contenu de l'économie européenne implique de repenser radicalement les politiques dans une perspective de développement durable : qu'il s'agisse de la finance, de la politique industrielle, des normes (et de l'expertise) comptables, de la politique des transports, des modes de production, de distribution, de consommation, mais aussi des politiques fiscales, de la concurrence, du Pacte de stabilité et de croissance, de la cohésion sociale¹⁰. La crise nous a appris que les changements « à la marge » ne suffisent plus. Le chantier est immense.

La transition vers cet autre monde doit s'accompagner de systèmes d'assurance et d'indemnisation du chômage permettant de donner de nouvelles qualifications aux travailleurs licenciés, et de protéger les retraites de l'effet de la baisse des marchés financiers. Les pouvoirs publics ont également un rôle primordial à jouer dans les investissements publics dans les infrastructures et le logement, les infrastructures communautaires et les emplois verts. Cette transition nécessite un renforcement du dialogue social au niveau de l'entreprise, du secteur, du pays et de l'Europe. Dans un contexte de restructurations importantes du tissu industriel, la question de la qualité de l'emploi doit rester au centre des préoccupations. Le rôle potentiel de l'UE est important non seulement face à ces restructurations, mais également pour la gestion sociale de cette transition vers une économie « bas carbone ». Enfin, il faut que l'Union européenne parvienne à une harmonisation de l'assiette de l'impôt sur les entreprises, puis à une harmonisation de leur taux.

Tout cela exige une montée en puissance de l'Europe politique. Dans l'absolu, les ressources politiques de l'UE sont largement supérieures à

10. Pour une discussion de ces questions, voir Degryse, C. et Pochet, P. (2009), « Changer de paradigme : la justice sociale comme prérequis au développement durable » *Working Paper* 2009.02, ETUI, Bruxelles.

sa capacité actuelle d'action et d'influence. Mais elle ne se donne pas l'ambition de ses moyens. Là où le nouveau président des États-Unis M. Obama scelle en quelques jours le sort des rémunérations patronales, l'UE ratiocine et les États membres agissent en ordre dispersé. Selon le chroniqueur économique Martin Wolf, « Nous sommes à un moment historique et décisif. Si nous émergeons de cette crise sans un effondrement général, nous aurons le temps et l'occasion d'édifier un ordre mondial plus juste et plus stable. Si nous ratons cette occasion, elle pourrait ne pas se représenter avant plusieurs décennies »¹¹.

11. *Financial Times* du 4 février 2009.